

### Le 3 aout 2015

Session ordinaire du conseil municipal de Notre-Dame-de-Stanbridge tenue dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville, le troisième jour d'aout 2015 à 19h30 sous la présidence de la mairesse Ginette Simard Gendreau, sont présents les conseillères et conseillers : Carole Dansereau, France Boulet, Claudia Morlot, Daniel Tétreault et Robert Gaboriault, tous membres du dit conseil et formant quorum.

La directrice générale et secrétaire trésorière Béatrice Travers est présente.

Environ sept personnes sont présentes dans la salle.

La mairesse ouvre la séance à 19h30.

**119-15 Adoption de l'ordre du jour**

Proposé par Daniel Tétreault

Appuyé par Claudia Morlot

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que lu et en laissant le varia ouvert.

\*ADOPTÉ\*

**120-15 Adoption avec dispense de lecture du procès verbal de l'assemblée ordinaire du 3 juillet 2015**

Proposé par Robert Gaboriault

Appuyé par France Boulet

et résolu que le procès verbal de l'assemblée ordinaire du 3 juillet 2015 soit adopté tel que rédigé.

\*ADOPTÉ\*

**121-15 Adoption avec dispense de lecture du procès verbal de l'assemblée extraordinaire du 15 juillet 2015**

Proposé par Robert Gaboriault

Appuyé par Daniel Tétreault

et résolu que le procès verbal de l'assemblée extraordinaire du 15 juillet 2015 soit adopté tel que rédigé.

\*ADOPTÉ\*

La première période de questions est ouverte à 19h34.

**122-15 Demandes du comité des Loisirs - Utilisation de la salle communautaire et du terrain**

Proposé par Daniel Tétreault

Appuyé par Carole Dansereau

et résolu d'acquiescer aux demandes du comité des Loisirs de Notre-Dame en prêtant gratuitement la salle et en autorisant les activités suivantes dans la salle communautaire et sur le terrain adjacent :

- L'Oktoberfest le 3 octobre 2015;
- L'expo-Art les 5 et 6 décembre 2015;
- La fête familiale de Noel le 20 décembre 2015.

\*ADOPTÉ\*

**123-15 Don pour la Légion Royale Canadienne-**

Proposé par Claudia Morlot

Et appuyé par France Boulet

Et résolu qu'un don de cinquante (50) dollars soit versé à la légion Royale Canadienne pour la campagne annuelle 2015 des coquelicots

\*ADOPTÉ\*

*Je, secrétaire-trésorière, certifie que les crédits sont suffisants aux fins de la présente dépense*

Madame la mairesse, la conseillère Claudia Morlot et le conseiller Daniel Tétreault assisteront à la rencontre du pôle de Bedford organisé par le CLD Brome-Missisquoi. La conseillère Carole Dansereau remplacera un des membres le cas échéant. Cette rencontre aura lieu le 2 septembre 2015 à 19h à Bedford.

**124-15 Révision du PGMR-Rencontre à la MRC Brome-Missisquoi**

Proposé par Daniel Tétreault

Appuyé par Robert Gaboriault

Et résolu que la conseillère France Boulet et la directrice assistent à la rencontre concernant la révision du Plan de Gestion des Matières Résiduelles qui se tiendra le 31 aout à 9h à la MRC Brome-Missisquoi;

**\* ADOPTÉ\***

*Je, secrétaire-trésorière, certifie que les crédits sont suffisants aux fins de la présente dépense*

**125-15 Entretien extérieur de la génératrice du PP2**

Proposé par Robert Gaboriault

Appuyé par Daniel Tétreault

Et résolu que l'inspecteur achète les produits nécessaires et qu'il fasse l'entretien extérieur de la génératrice du poste de pompage 2 rue du Bord-de-l'Eau;

**\* ADOPTÉ\***

*Je, secrétaire-trésorière, certifie que les crédits sont suffisants aux fins de la présente dépense*

La directrice dépose le rapport financier mensuel

**126-15 Comptes à payer**

Proposé par Claudia Morlot

Appuyé par France Boulet

Et résolu que les comptes suivants soient approuvés :

Cotisations employeur fédérales (juin 2015) payé	166,85
Cotisations employeur provinciales (juin 2015) payé	1 188,86
Élus	2 084,20
Directrice générale, inspecteur en voirie, agente de bureau (4 semaines) payé	7 674,04
Pompiers (sal.+ vac + frais de déplacement,) préposé à l'entretien, aide voirie	2 040,51
Nopac (collectes matières résiduelles )	3 395,71
Régie intermunicipale (enfouissement 15 720 kg )	1 053,73
Bell mobilité (cellulaire) payé	19,61
Hydro-Québec (éclairage public ) payé	145,08
Hydro-Québec (site de traitement ) payé	1 180,03
Télébec (casernes) payé	225,91
Télébec (site de traitement) payé	86,18
Vidéotron (Hotel de ville et postes de pompage) payé	246,36
Épicerie Gendreau ( essence voirie et SSI , eau, lait)	351,20
Petite caisse (timbres, remboursement repas fête de la pêche et confection char allégorique)	136,88
Poste Canada ( Ami juin)	36,91
Communications Plus (location temps d'antenne)	87,38
Groupe Guérin (location système UV, juin à aout 2015)	158,64
Rona Lesvesque (produit scellement de fissures, cadenas, clés)	119,43
Laplante & Melaven électrique inc (vérif. et répar. système d'éclairage urgence et luminaires salle)	1 048,71
Aréo Feu lté (pompe neuve, bottes,gants et lampe pour service incendie)	8 649,12
Papeterie coupal (papier cartonné, surligneurs)	34,90
Groupe Deslandes Fortin (vidange PP1, 8 juillet)	778,67
Paradis Lemieux Avocats (honoraires professionnels , soumission rapiéçage mécanisé)	1 053,75
Biovet inc. ( analyse d'eau potable )	20,98
Ville de Cowansville (cour municipale: frais administratifs avril,mai,juin 2015)	172,46
Panneaux 3D inc. (tôles et faitière pour pont couvert char allégorique)	114,98
Groupe LML (vérification et calibrage débits site de traitement)	442,65
Gestion parasitaire de l'Estrie (lavage et arrosage hotel de ville)	574,50
Toilettes portatives Sanibert (location de 2 toilettes sèches)	287,44
Gestim inc. (service d'inspection- Permis et certificats,)	1 222,76
Atelier Mathieu Forgues (réparations panneaux signalisation)	51,74

Je, soussignée, certifie par les présentes sur mon serment d'office, qu'il y a les fonds disponibles pour les fins pour lesquelles ces dépenses sont projetées.

**\*ADOPTÉ\***

## 127-15 Adoption du règlement 392-15 RM 460 concernant la paix, l'ordre et les nuisances

ATTENDU les pouvoirs conférés par le *Code municipal* et la *Loi sur les Cités et villes*;

ATTENDU que le *Conseil* désire adopter un règlement pour assurer la paix, l'ordre, le bien-être général et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens sur le territoire de la municipalité;

ATTENDU que la Sûreté du Québec, dans le cadre de sa politique de gestion, portera assistance au fonctionnaire désigné par le *Conseil* en regard de sa mission de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique;

ATTENDU qu'avis de motion a dûment été donné lors de la séance du 6 juillet 2015

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR CLAUDIA MORLOT

APPUYÉ PAR ROBERT GABORIAULT

ET RÉSOLU **que le présent règlement soit adopté comme suit:**

### 1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

### 2. DÉFINITIONS

Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

**Agent de la Paix** : Un policier voyant à l'application du présent règlement ;

**Aire à Caractère Public** : Tout chemin, *Rue*, escalier, jardin, *Parc*, terrain de jeux, sentier multifonctionnel, estrade, stationnement à l'usage public, tout lieu de rassemblement extérieur où le public a accès, incluant toute plage publique propriété d'une municipalité;

**Autorité Compétente** : *Agent de la Paix* et Fonctionnaire Désigné chargé de l'application du présent règlement ou d'une partie du présent règlement ;

**Conseil** : Le *Conseil* municipal de Notre-Dame-de-Stanbridge;

**Endroit Public** : Les magasins, les garages et stations-service, les églises, les hôpitaux, les écoles et terrains qui sont sous sa responsabilité, les centres communautaires, les édifices municipaux ou gouvernementaux, les restaurants, les bars, les brasseries ou tout autre établissement et/ou commerce du genre où des services ou des biens sont offerts au public incluant les *Parcs* et les *Aires à Caractère Public*, ainsi que les aires communes et stationnements de tous ces endroits;

**Fonctionnaire Désigné** : Une personne désignée par le *Conseil* pour voir à l'application du présent règlement ou d'une partie du présent règlement ;

**Immeuble** : Un immeuble au sens du *Code civil du Québec*.

**Jour** : Période de la journée comprise entre 7h et 21h inclusivement

**Lieu Commercial Exploité** : Bâtiment(s) et terrain servant à l'exploitation d'un commerce ou d'une entreprise en opération

**Maison d'Habitation** : Bâtiment total ou partiel ou une construction tenu ou occupé comme résidence permanente ou temporaire incluant une unité qui est conçue pour être mobile et pour être utilisée comme résidence permanente ou temporaire.

**Nuit** : Période de la journée comprise entre 21h et 7h le lendemain.

**Parc** : Les parcs situés sur le territoire de la municipalité et qui sont sous sa juridiction ce qui comprend tous les espaces publics où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire.

**Rue** : Une ruelle, un chemin, un trottoir, un passage, une promenade ou tout autre endroit dédié à la circulation des piétons, des bicyclettes et des véhicules routiers.

## CHAPITRE I L'ORDRE

### 3. TIR AU FUSIL

**A.P.\*&F.D.**\*Il est défendu de décharger ou de tirer à l'arc, à l'arbalète, à la carabine, soit à air comprimé ou à tout autre système, au fusil, au fusil à peinture, au pistolet ou à toute autre arme à feu dans un rayon de cent cinquante (150) mètres de toute *Maison d'Habitation* ou *Lieu Commercial Exploité*.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux champs de tir dûment accrédités par le gouvernement du Québec et aux limites des terrains exploités par la Défense Nationale.

### 4. DÉFENSE D'AVOIR SUR SOI UNE ARME

**A.P.&F.D.** Il est défendu de se trouver dans un *Endroit Public* en ayant sur soi un arc, une arbalète, une carabine, soit à air comprimé ou à tout autre système, un fusil, un fusil à peinture, un pistolet ou à toute autre arme à feu, un couteau, une épée, une machette ou un autre objet similaire, sans motif raisonnable. Aux fins du présent article, l'autodéfense ne constitue pas un motif raisonnable. L'*Autorité Compétente* peut confisquer un tel objet.

**5. DÉFENSE D'INJURIER**

**A.P.&F.D.** Il est défendu d'insulter, d'injurier, de blasphémer ou de provoquer par des paroles ou des gestes l'*Autorité Compétente* dans l'exercice de ses fonctions.

Il est défendu d'insulter ou d'injurier une personne se trouvant dans une *Rue* ou dans un *Endroit Public*.

**6. REFUS D'OBTEMPÉRER**

**A.P.&F.D.** Il est défendu à toute personne de refuser d'obéir ou d'obtempérer à un ordre donné par l'*Autorité Compétente* dans l'exercice de ses fonctions.

**7. PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ**

**A.P.&F.D.** Il est défendu de pénétrer ou de se trouver, sans autorisation, à l'intérieur d'un périmètre de sécurité.

**8. APPEL D'URGENCE 911 INJUSTIFIÉ**

**A.P.&F.D.** Il est défendu, sans justification légitime, de composer le numéro de la ligne téléphonique du service d'urgence 911 et/ou du service de police.

**9. REFUS DE QUITTER UN ENDROIT PUBLIC, UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉ OU UN ÉTABLISSEMENT D'ENTREPRISE**

**A.P.&F.D.** Il est défendu à toute personne en état de violation d'une loi, d'un règlement des gouvernements ou d'un règlement municipal, après avoir été sommé par l'*Autorité Compétente* dans l'exercice de ses fonctions, ou par le responsable d'un établissement d'entreprise ou encore le responsable ou le surveillant d'un *Endroit Public*, de refuser de quitter immédiatement ledit *Endroit Public* ou ledit établissement d'entreprise.

Commet une infraction, quiconque refuse de quitter immédiatement un *Endroit Public* lorsqu'il y est sommé par l'*Autorité Compétente* dans l'exercice de ses fonctions ou par une personne qui en a la surveillance ou encore la responsabilité.

Commet une infraction, quiconque refuse de quitter immédiatement une propriété privée lorsqu'il y est sommé par une personne qui y réside ou qui en a la surveillance ou la responsabilité.

Commet une infraction, quiconque se trouve sur une propriété privée sans excuse légitime.

Le refus d'obtempérer à la sommation verbale constitue un trouble de la paix et de l'ordre public.

**10. CONSOMMATION DE BOISSONS ALCOOLISÉES DANS UN ENDROIT PUBLIC**

**A.P.&F.D.** Il est défendu d'avoir en sa possession, dans un *Endroit Public* ou dans un véhicule stationné dans un *Endroit Public*, une boisson alcoolisée dont l'ouverture n'est pas scellée, sauf aux endroits autorisés par la Régie des alcools, des courses et des jeux ou lors de festivités, aux endroits ayant fait l'objet d'une autorisation au préalable par le *Conseil*.

**11. ÉTAT D'INTOXICATION DANS UN ENDROIT PUBLIC**

**A.P.&F.D.** Nul ne peut se trouver dans un *Endroit Public*, notamment suite à une intoxication à une consommation excessive d'alcool ou de drogue et qui, par le fait même, trouble un ou des usagers de cet *Endroit Public* ou les incommode ou les dérange.

**12. DÉFENSE D'AVOIR UN OBJET FACILITANT LA CONSOMMATION DE STUPÉFIANT**

**A.P.&F.D.** Il est interdit, dans un *Endroit Public* ou une *Rue*, d'avoir en sa possession quelque objet, matériel ou équipement servant ou facilitant la consommation de stupéfiant au sens de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, à savoir et sans restreindre la généralité de ce que précède, toute pipe à hash, bonbonne, balance portative et tout autre objet relié à la consommation de stupéfiants.

**13. DÉFENSE DE SE BATTRE OU SE TIRAILLER**

**A.P.&F.D.** Il est défendu de se battre ou se tirer dans un *Endroit Public*.

- 14. DÉFENSE D'ESCALADER OU DE GRIMPER**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu d'escalader ou de grimper sur une statue, un poteau, un fil, un bâtiment ou une clôture, ou sur tout autre assemblage ordonné de matériaux servant d'appui, de support ou de soutien dans un *Endroit Public*, sauf dans les jeux spécialement aménagés à cette fin.
- 15. DÉFENSE DE VANDALISER**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu de commettre des gestes de vandalisme dans un *Endroit Public*, plus particulièrement d'endommager, dessiner, peindre, peindre ou autrement marquer tout bâtiment, poteau, arbre, fil, statue, banc, *Rue* ou tout autre assemblage ordonné de matériaux servant de structure, d'appui, de support ou de soutien.
- 16. DÉFENSE DE SE TROUVER, DE CHASSER, DE FLÂNER OU DE VAGABONDER SUR LA PROPRIÉTÉ D'AUTRUI**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu de se trouver, de chasser, de flâner ou de vagabonder sur la propriété d'autrui sans autorisation du propriétaire ou de l'occupant à cette fin.
- 17. DÉFENSE DE FLÂNER, MENDIER, DORMIR OU DE VAGABONDER DANS UN ENDROIT PUBLIC**  
**A.P.&F.D.** Sous réserve d'une autorisation à cet égard, il est défendu de flâner, mendier, dormir ou de vagabonder dans un *Endroit Public*.
- 18. DÉFENSE DE SATISFAIRE EN PUBLIC À UN BESOIN NATUREL**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu de cracher, d'uriner ou de déféquer dans un endroit autre que prévu à cette fin et/ou sur la propriété privée, sauf aux endroits spécialement aménagés à cette fin.
- 19. DÉFENSE DE COMMETTRE UN ACTE INDÉCENT**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu à toute personne se trouvant dans un *Endroit Public* ou une *Rue* d'y proférer des obscénités, que ces paroles ou cris soient adressés ou non à quelqu'un.  
  
Il est défendu à toute personne se trouvant dans un *Endroit Public* ou une *Rue* d'y commettre ou de prendre part à tout acte indécent, exhibitionniste ou obscène que ce soit par son comportement ou sa tenue vestimentaire.
- 20. DÉFENSE DE SE Baigner DANS UNE FONTAINE**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu, dans un *Endroit Public*, de se baigner dans une fontaine ou autre bassin d'eau décoratif ou d'y faire baigner des animaux, ou d'y jeter quoique ce soit.
- 21. DÉFENSE D'UTILISER LES PISCINES PUBLIQUES HORS DES HEURES D'OUVERTURE**  
**A.P.&F.D.** Il est interdit à toute personne d'utiliser les piscines publiques, la *Nuit*, entre les heures décrétées pour la fermeture et l'ouverture ou lorsque qu'elles sont sans surveillances par des employés de la municipalité.
- 22. DÉFENSE DE SE TROUVER SUR LE TERRAIN D'UNE ÉCOLE OU À PROXIMITÉ**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu de se trouver sur le terrain d'une école ou à proximité sans motif, entre 7h et 17h lors d'une journée scolaire.
- 23. DÉFENSE D'ORGANISER UN RASSEMBLEMENT DANS UN ENDROIT PUBLIC**  
**A.P.&F.D.** Nul ne peut organiser, diriger ou participer à une activité, une marche ou une course regroupant plus de quinze (15) participants dans un *Endroit Public* sans avoir préalablement obtenu une autorisation de la municipalité à cet effet.  
  
Le *Fonctionnaire Désigné* peut émettre une autorisation permettant la tenue d'une telle activité aux conditions suivantes :
- a) Le demandeur aura préalablement présenté à la municipalité et à la Sûreté du Québec un plan détaillé de l'activité.
  - b) Le demandeur aura satisfait aux mesures de sécurité recommandées par la Sûreté du Québec.
  - c) Le demandeur aura acquitté des frais prévus par résolution, s'il y a lieu.
- Sont exemptés d'obtenir une telle autorisation les cortèges funèbres, les mariages et les événements à caractère civique déjà assujettis à une autre loi.
- Advenant le non respect des conditions d'autorisation, l'*Autorité Compétente* peut, en plus d'infliger une amende tel que prévue à l'article 42, révoquer ladite autorisation.

- 24. DÉFENSE DE TROUBLER UNE ACTIVITÉ PUBLIQUE**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu de troubler ou d'incommoder une assemblée publique, une manifestation, une parade, une marche, une course ou toute autre activité de même nature dûment autorisée par l'*Autorité Compétente*, le *Conseil* ou autorisée par le présent règlement en faisant du bruit ou en tenant une conduite inconvenante dans le lieu ou près de ce lieu, de manière à troubler l'ordre ou la solennité de l'activité. Il est également défendu de faire du bruit et d'incommoder une représentation, exposition ou lecture publique.
- 25. DÉFENSE D'INCOMMODER LES PASSANTS**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu d'obstruer une *Rue* ou un sentier de manière à embarrasser ou incommoder les personnes qui doivent y passer.
- 26. DÉFENSE D'INCOMMODER LES OCCUPANTS D'UNE MAISON D'HABITATION**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu de sonner, frapper ou cogner à la porte ou à la fenêtre d'une *Maison d'Habitation* ou d'une propriété servant à l'habitation sans motif valable de façon à troubler ou déranger les occupants.
- 27. DÉFENSE DE RÔDER AUTOUR D'UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉE**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu de rôder autour d'une propriété privée dans le but de surprendre une personne ou de voir ce qui se passe à l'intérieur.
- 28. DÉFENSE DE SE TROUVER DANS UN PARC APRÈS 23 H**  
**A.P.&F.D.** Il est défendu de se trouver dans un *Parc* entre 23 h et 7 h, sauf lors d'une activité autorisée par l'*Autorité Compétente*, le *Conseil* ou autorisée par le présent règlement.  
Il est défendu de pénétrer ou de se trouver sur le site d'un *Parc* à usage contrôlé, tel une piscine publique, un *Parc* pour planches à roulettes ou un terrain de tennis en dehors des heures d'ouverture ou lorsque le site est fermé au moyen d'une clôture ou d'une barrière.

## CHAPITRE II NUISANCES

- 29. DÉPÔT DE DÉCHETS DANS UN ENDROIT PUBLIC**  
**F.D.** Le fait de jeter ou de déposer des ordures, immondices ou autres saletés dans un *Endroit Public* ou sur la propriété d'autrui à l'exception des endroits prévus à cet effet, ou d'y jeter ou déposer un animal mort ou autre matière nuisible constitue une nuisance et est prohibé par le présent règlement.
- 30. NETTOYAGE D'UN ENDROIT PUBLIC**  
**F.D.** Toute personne qui souille un *Endroit Public* doit en effectuer le nettoyage dans les plus brefs délais de façon à le rendre identique à ce qu'il était avant qu'il ne soit ainsi souillé.  
Si le nettoyage nécessite l'interruption ou le détournement de la circulation routière ou piétonnière, le débiteur de l'obligation de nettoyer doit en aviser au préalable le *Fonctionnaire Désigné*.  
Le fait de souiller un *Endroit Public*, notamment en y déposant ou en y jetant de la terre, du sable, de la boue, des pierres, de la glaise, des déchets domestiques, des eaux sales, du papier, de l'huile, de l'essence, des pneus ou tout autre objet ou substance et d'omettre d'en faire le nettoyage tel que précité constitue une nuisance et est prohibé par le présent règlement.  
Toute personne qui souille la propriété de la municipalité affectée à l'utilité publique qui omet d'effectuer le nettoyage selon les modalités prescrites devient débiteur envers la municipalité du coût du nettoyage effectué par cette dernière, en sus de l'amende prescrite en vertu du présent règlement.
- 31. FEU EXTÉRIEUR**  
**A.P.&F.D.**
- a) Constitue une nuisance et est prohibé le fait d'allumer ou de maintenir allumé un feu extérieur, incluant un feu d'herbe et le brûlage de déchets, dans un endroit privé sans permis, sauf s'il s'agit d'un feu extérieur de bois allumé dans un foyer spécialement conçu à cet effet.  
Sans limiter la portée de ce qui précède, tout feu de foyer extérieur doit être protégé au moyen d'un pare-étincelles et des agents extincteurs en quantité suffisante doivent être présents sur les lieux. Le feu doit être sous surveillance en tout temps par une personne majeure.

- b) Constitue également une nuisance et est prohibé le fait d'émettre ou de permettre que soit émise, par quelque moyen que ce soit, toute fumée, senteur ou odeur désagréable, infecte ou nauséabonde, de nature à nuire, à indisposer ou à causer des ennuis de quelque nature que ce soit au voisinage ou au public, sous réserves des activités agricoles exercées conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur.
- c) Il est prohibé de faire ou maintenir un feu de joie à moins d'être détenteur d'un permis valide préalablement émis par l'*Autorité Compétente*. Le titulaire du permis doit nettoyer ou faire nettoyer le site de tout feu de joie, y compris les cendres du foyer, dans les vingt-quatre (24) heures suivant la fin de l'événement.

### **32. PROJECTION DE LUMIÈRE**

**A.P.&F.D.** La projection directe de lumière en dehors du terrain ou du lot où se trouve la source de la lumière, susceptible de causer un danger public ou de nuire au confort du voisinage constitue une nuisance et est prohibée par le présent règlement.

### **33. LES PIÈCES PYROTECHNIQUES**

**A.P.&F.D.** Il est interdit d'utiliser des pièces pyrotechniques dans des conditions qui présentent un risque particulier d'incendie.

Sans limiter la portée de ce qui précède, l'utilisation des pièces pyrotechniques à faible risque est autorisée aux conditions suivantes :

- a) l'utilisateur doit être âgé de dix-huit (18) ans ou plus;
- b) le terrain sur lequel les pièces pyrotechniques sont utilisées doit être libre de tout matériau ou débris, de façon à éviter les risques d'incendie;
- c) la zone de lancement et de dégagement doit être à une distance minimum de quinze mètres (15 mètres) de toute maison, bâtiment, construction et champ cultivé.

### **34. DÉFENSE D'AVOIR OU DE FAIRE USAGE DE PÉTARD**

**A.P.&F.D.** Il est interdit à quiconque d'avoir en sa possession ou de faire usage de pétard.

## **CHAPITRE III BRUIT**

### **35. DISPOSITION GÉNÉRALE**

**A.P.&F.D.** Le fait, par quiconque, dont le propriétaire, le locataire, le gestionnaire, l'usager ou l'occupant d'un *Immeuble* de faire, laisser faire ou permettre qu'il soit fait du bruit en contravention avec l'une ou l'autre des dispositions du présent chapitre constitue une nuisance et est prohibé par le présent règlement.

### **36. BRUIT SUSCEPTIBLE DE TROUBLER LA PAIX**

**A.P.&F.D.** Il est défendu de faire, de provoquer ou d'inciter à faire, de quelque façon que ce soit, du bruit susceptible de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être ou de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété d'un ou de plusieurs citoyens.

Est notamment susceptible d'ainsi troubler la paix le fait de :

- a) Faire des travaux de construction, de rénovation ou de réparation d'un bien meuble ou *Immeuble* la *Nuit* en tout lieu situé à proximité d'une *Maison d'Habitation* ;
- b) Faire usage, la *Nuit*, d'un équipement motorisé, notamment une tondeuse à gazon, une scie mécanique, une fendeuse, un compresseur ou un système de réfrigération d'un camion ou d'une remorque.

### **37. EXCEPTIONS**

**A.P.&F.D.** N'est pas considéré comme une nuisance le bruit émis à l'occasion d'une activité énumérée ci-après, si elle est exercée conformément à l'usage et aux règles de l'art et en conformité avec la législation provinciale:

- a) Les travaux de construction, de réparation et de modification d'un bâtiment ou d'un ouvrage exécutés le *Jour* sur les lieux d'un chantier du lundi au samedi inclusivement;
- b) Les travaux d'utilité publique;
- c) Les travaux de déblaiement de la neige;
- d) La coupe et l'émondage d'arbres et d'arbustes effectués le *Jour*;
- e) Les festivités ou événements récréatifs ou sportifs autorisés par le *Conseil*;
- f) L'utilisation justifiée d'un système d'alarme;
- g) L'usage de sirènes par les services de sécurité publique;

- h) Les activités agricoles en zone agricole;
- i) Les activités industrielles qui peuvent être contrôlées en vertu de d'autres dispositions que des règlements municipaux.

**38. DÉFENSE DE FAIRE DU TAPAGE**

**A.P.&F.D.** Il est défendu de causer du trouble ou de faire du bruit excessif en criant, jurant, blasphémant, en se battant ou en se conduisant d'une façon à importuner un ou des voisins ou un ou des passants.

**39. MOTEUR D'UN VÉHICULE, REMORQUE OU D'UNE LOCOMOTIVE STATIONNAIRE**

**A.P.&F.D.** Il est interdit de laisser, pendant plus de dix (10) minutes continues la *Nuit*, tourner le moteur d'un véhicule autre qu'une voiture et une motocyclette. De plus, dans les zones résidentielles, il est interdit en tout temps de laisser tourner le moteur d'un camion stationné ou immobilisé.

## **CHAPITRE IV ADMINISTRATION ET PÉNALITÉS**

**40. APPLICATION DU RÈGLEMENT**

**F.D.** Le *Conseil* autorise le *Fonctionnaire Désigné* à appliquer le présent règlement, à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise généralement ces personnes à délivrer en conséquence les constats d'infraction utiles à cette fin indiquant la nature de l'infraction reprochée et le montant de l'amende. Les procédures de suivi et d'application pour une infraction émise suite à l'émission d'un constat d'infraction pour contravention au présent règlement sont régies par le *Code de procédure pénale du Québec* (LRQ, chapitre C-25.1).

**41. DROIT DE VISITE**

**F.D.** Le *Fonctionnaire Désigné* est autorisé à visiter et à examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière ou mobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de ces dites propriétés, pour s'assurer du respect du présent règlement.

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'une telle propriété immobilière ou mobilière est tenu de recevoir le *Fonctionnaire Désigné*, de le laisser pénétrer à la demande de celle-ci et de répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

Sur demande, le *Fonctionnaire Désigné* qui procède à une inspection doit établir son identité et exhiber le certificat, délivré par la municipalité, attestant sa qualité de *Fonctionnaire Désigné*.

**42. AMENDES**

Quiconque contrevient à l'un des articles du présent règlement commet une infraction et est passible, s'il s'agit d'une première infraction, d'une amende minimale de 150 \$ et maximale de 1 000 \$ pour une personne physique, et d'une amende minimale de 250 \$ et maximale de 2 000 \$ pour toute personne morale.

En cas de récidive, l'amende minimale est de 250 \$ et l'amende maximale est de 2 000 \$ pour une personne physique, et l'amende minimale est de 450 \$ et l'amende maximale est de 4 000 \$ pour une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus. Ces frais sont établis conformément aux tarifs adoptés en vertu du *Code de procédure pénale du Québec* (LRQ, chapitre C-25.1)

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article ainsi que les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec* (LRQ, chapitre C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

**43. POURSUITES PÉNALES**

Le *Conseil* autorise l'*Autorité Compétente* à entreprendre une poursuite pénale et à délivrer un constat d'infraction contre tout contrevenant à l'une quelconque des dispositions du présent règlement.

**44. ANNULATION ET REMPLACEMENT DE L'ANCIEN RÈGLEMENT**

Le présent règlement annule et remplace à toute fin que de droit le règlement 361-12 RM 460 concernant la paix, l'ordre et les nuisances.

Le remplacement des anciennes dispositions par le présent règlement n'affecte pas les procédures intentées sous l'autorité du règlement remplacé, non plus que les infractions pour lesquelles des procédures n'auraient pas encore été intentées, lesquelles se continueront sous l'autorité dudit règlement remplacé jusqu'à jugement final et exécution.

**45. ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

\*ADOPTÉ\*

**128-15 Fonctionnaires désignés pour l'application du règlement 392-15 RM 460 concernant la paix, l'ordre et les nuisances**

Proposé par France Boulet

Appuyé par Daniel Tétreault

Et résolu de nommer comme fonctionnaires désignés aux fins de l'application du règlement 392-15 RM 460 concernant la paix, l'ordre et les nuisances :

- Le directeur du service de sécurité incendie ou son représentant pour les articles 31, 33 et 34;
- L'inspecteur en voirie pour les articles 29, 30, 36, 37, 38 et 39;
- Pour l'application des autres articles, l'inspecteur en voirie peut intervenir mais il est préférable qu'un agent de la paix intervienne en premier ou soit présent;

\*ADOPTÉ\*

*Je, secrétaire-trésorière, certifie que les crédits sont suffisants aux fins de la présente dépense.*

**129-15 Octroi du contrat pour le lignage des chemins et du stationnement de l'hôtel de Ville**

Considérant la résolution 113-15

Il est proposé par Daniel Tétreault

Appuyé par Carole Dansereau

Et résolu d'octroyer le contrat pour le lignage des chemins ainsi que du stationnement de l'Hôtel de Ville, le tout tel que demandé dans l'appel de proposition du 13 juillet 2015, à la compagnie Marquage et Traçage du Québec inc.

Les documents d'appels de propositions font partie intégrante du contrat.

Le montant de la dépense serait d'environ quatre mille (4 000) dollars plus les taxes applicables.

\*ADOPTÉ\*

*Je, secrétaire-trésorière, certifie que les crédits sont suffisants aux fins de la présente dépense.*

**130-15 Colloque de l'Association des Directeurs Municipaux du Québec**

Proposé par Claudia Morlot

Appuyé par France Boulet

Et résolu que la directrice assiste au colloque de l'ADMQ qui se tiendra le 17 septembre 2015 à Saint-Marc-sur-Richelieu. Les frais d'inscription sont de cent cinquante (150) dollars. Les frais de kilométrages sont autorisés.

\*ADOPTÉ\*

*Je, secrétaire-trésorière, certifie que les crédits sont suffisants aux fins de la présente dépense.*

Un sondage sur la fréquence des collectes des ordures ménagères sera fait en septembre auprès de la population.

Le pont couvert réalisé par le Comité des Loisirs sera installé sur le sentier du parc Fournier. Des blocs de ciment devront être achetés.

**131-15 Parade de l'exposition de Bedford- Distribution de bonbons**

Proposé par Daniel Tétreault

Appuyé par France Boulet

Et résolu d'autoriser un budget pour l'achat de bonbons qui seront distribués lors de la parade de Bedford par le Comité des Loisirs.

La résolution octroyant un budget de deux cent cinquante (250) dollars pour l'achat de tôles pour le "pont couvert" est modifiée car la dépense finale est de cent cinq (105) dollars.

\* ADOPTÉ\*

*Je, secrétaire-trésorière, certifie que les crédits sont suffisants aux fins de la présente dépense.*

La deuxième période de questions est ouverte à 21h15.

La levée de l'assemblée est demandée par France Boulet à 21h27.

*Je, Ginette Simard Gendreau, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.*

Ginette Simard Gendreau  
Mairesse

Béatrice Travers  
Secrétaire-trésorière